

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/UKR/8**

11 octobre 1995

(95-3022)

---

Original: anglais

## ACCESSION DE L'UKRAINE

### Communication de l'Ukraine

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a présenté la note ci-après intitulée "Développement du commerce et de la coopération économique entre l'Ukraine et les pays de la CEI".

Traduction non officielle

## DEVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE L'UKRAINE ET LES PAYS DE LA CEI

### I. SITUATION GENERALE ET QUESTIONS EN RAPPORT AVEC LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE

Au premier trimestre de cette année, les exportations totales se sont chiffrées à 1 991 millions de dollars EU, soit 80,6 millions de dollars ou 3,9 pour cent de moins que pour la même période de l'année dernière. Dans le même temps, le volume total de la production industrielle a marqué une baisse beaucoup plus importante (-12,1 pour cent).

Dans les industries concurrentielles à l'exportation, notamment celle des métaux ferreux, le volume de la production a chuté de 6,1 pour cent, alors que l'industrie chimique et l'industrie du pétrochimique ont enregistré une augmentation de 1,4 pour cent.

Il convient de mentionner que la période considérée a été caractérisée par des changements importants dans la répartition géographique des exportations.

Les exportations à destination des pays autres que ceux de la CEI ont augmenté de 25,4 pour cent et les exportations vers les pays de la CEI ont baissé de 23 pour cent. Les chiffres du premier trimestre de 1995 indiquent que les pays autres que ceux de la CEI ont absorbé 51,5 pour cent des exportations totales, contre 39,5 pour cent pour la période correspondante de l'année dernière.

En fait, la réorientation des approvisionnements pour l'exportation a entraîné une chute des exportations vers l'ensemble des républiques de l'ex-URSS: -12,2 pour cent pour la Fédération de Russie, -28,4 pour cent pour le Bélarus, etc. (voir le tableau 1 de l'annexe).

Le volume des approvisionnements au titre d'accords directs relevant d'accords intergouvernementaux est pris en compte dans le tableau 1.

Les principales raisons qui expliquent cette situation sont les suivantes: une balance des paiements fortement négative pour la plupart des partenaires commerciaux des pays de la CEI, la hausse des prix intérieurs, la contraction du volume des opérations de troc, qui ont été réglées au début de l'année (pour le premier trimestre de cette année, la part du commerce de troc est de 32,8 pour cent, contre 42,3 pour cent pour la même période de l'année dernière), etc.

Une attention particulière devrait être accordée à l'organisation des approvisionnements au titre des accords intergouvernementaux sur la coopération en matière de production.

L'Accord sur les conditions générales et le mécanisme de soutien aux fins du développement de la coopération entre entreprises et industries des pays de la CEI en matière de production, signé à Achkhabad le 23 décembre 1993, et le Protocole d'application, signé à Moscou le 15 avril 1994, prévoient la fourniture de certains produits. Dans le cadre des régimes douaniers, ces produits sont exonérés des droits d'importation et d'exportation, ne sont pas soumis à des impositions ou à des droits d'accise et ne font l'objet d'aucune restriction quantitative; d'autres mesures visent également à développer la coopération en matière de production entre les entreprises et les industries des pays de la CEI.

L'accord concerne avant tout la coopération entre les entreprises et les industries de l'Ukraine et de la Fédération de Russie; tous les documents ayant trait aux modalités de son application ont déjà été élaborés et approuvés.

A l'heure actuelle, toutefois, le niveau de l'approvisionnement mutuel n'est pas satisfaisant, les ministères et services concernés n'ayant pas déployé suffisamment d'efforts pour amener les différents secteurs de l'économie à conclure des accords de coopération. D'après les informations du Ministère de l'économie, seuls les Ministères ukrainiens des constructions mécaniques et des transports ont jusqu'ici conclu de tels accords.

Outre les accords multilatéraux, le gouvernement ukrainien a signé en 1994 et 1995 des accords bilatéraux sur la coopération en matière de production avec les gouvernements des Etats suivants: Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan et Géorgie. La Verkhovna Rada (Parlement) veillera à l'application de ces accords lorsqu'ils auront été ratifiés.

## II. ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE

Le régime de libre-échange avec la Fédération de Russie repose sur l'Accord de libre-échange, signé le 24 juin 1993 et entré en vigueur le 21 février 1994.

Toutefois, cet accord limite la mise en oeuvre du régime de libre-échange, car les marchandises qui sont soumises à des droits d'exportation, à des contingents ou à des licences, en application des législations nationales, sont exclues du régime (on parle d'exclusions du régime de libre-échange).

L'Ukraine n'applique à l'heure actuelle aucune mesure de réglementation tarifaire dans ses échanges commerciaux avec la Fédération de Russie (les droits d'exportation ne sont plus perçus depuis 1994 et, en vertu de l'Accord de libre-échange, il n'y a pas de droits d'importation).

Seuls quatre groupes de produits sont assujettis à des mesures non tarifaires (contingents et licences).

En outre, tous les produits (environ 200) auxquels sont appliqués des droits d'exportation font l'objet d'exclusions de la part de la Fédération de Russie. L'importation de ces produits en Ukraine est entièrement libre.

L'Accord sur la mise en oeuvre du régime de libre-échange signé avec la Fédération de Russie le 8 février 1995 prévoit des mesures visant à développer le libre-échange.

L'accord prévoit la réduction appropriée et progressive (jusqu'à suppression totale) du nombre d'exclusions du régime de libre-échange, ainsi que l'harmonisation et l'unification des systèmes de réglementations tarifaire et non tarifaire entre les deux pays, conformément aux règles et principes du GATT/de l'OMC.

A ce jour, le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) est appliqué dans le commerce avec les autres pays de l'ex-Union soviétique.

L'instauration du libre-échange avec tous les pays de l'ex-URSS revêt deux formes:

- mise en oeuvre de l'Accord multilatéral portant création d'une zone de libre-échange, signé par les pays membres de la CEI en avril 1994;
- signature et application d'accords bilatéraux de libre-échange. Jusqu'ici, l'Ukraine a signé des accords de cette nature avec les pays suivants:
  - Bélarus (le 17 décembre 1992)
  - Lituanie (le 4 août 1993)
  - Turkménistan (le 5 novembre 1994)
  - Ouzbékistan (le 29 décembre 1994)
  - Kazakstan (le 17 septembre 1994)
  - Arménie (le 7 octobre 1994)
  - Géorgie (le 9 janvier 1995)
  - Estonie (le 24 mai 1995)
  - Kirghizistan (le 26 mai 1995)

Des accords de libre-échange avec la Moldova, la Lettonie et l'Azerbaïdjan sont prêts à être singés.

Tous les accords de libre-échange doivent être ratifiés par la Verkhovna Rada. A ce jour, le Ministère ukrainien des relations économiques extérieures a présenté pour ratification les accords de libre-échange conclus avec les pays suivants: Bélarus, Lituanie, Géorgie, Arménie, Ouzbékistan, Kazakstan, Turkménistan.

Cependant, compte tenu de la création d'une union douanière entre la Fédération de Russie, le Bélarus et le Kazakstan, et de l'existence d'accords de libre-échange avec le Bélarus et le Kazakstan, il est prévu d'engager un processus de négociation en vue de conclure un accord commercial avec la nouvelle union douanière.

Une situation s'est créée qui, au regard du droit conventionnel international, exige la révision des protocoles sur les exemptions prévues dans les accords considérés et l'ouverture de négociations à cette fin.

Il est nécessaire de conclure des accords bilatéraux de libre-échange, car l'entrée en vigueur d'accords multilatéraux peut être retardée par le processus de ratification dans les parlements de tous les pays de la CEI.

L'instauration du libre-échange avec chaque pays de la CEI et les Etats baltes est considérée comme devant intervenir après la création d'une zone de libre-échange englobant les pays de la CEI.

### III. SITUATION ET PERSPECTIVES DES ACCORDS INTERGOUVERNEMENTAUX SUR LES APPROVISIONNEMENTS MUTUELS

#### Fédération de Russie

#### 1. Accord de 1995 sur les principes de base régissant le commerce et la coopération économique

Conclu le 24 janvier 1995 à Moscou, cet accord prévoit la fourniture de produits sur la base de la réciprocité et de l'équivalence, en application des annexes 3 et 4, et l'établissement en priorité d'un volume d'approvisionnement pour les types de produits les plus importants de l'Ukraine et de la Fédération de Russie, conformément aux annexes 1 et 2.

Le volume des approvisionnements fixé dans les annexes 3 et 4 est indicatif et peut être modifié au moment de la transaction moyennant des arrangements directs entre les agents économiques des parties. En cas d'imposition de contingents et de licences, les quantités correspondantes peuvent être exportées. Le volume des produits devant être échangés sur la base de la réciprocité et de l'équivalence en application des annexes 3 et 4 n'a pas été fixé, un accord n'étant pas encore intervenu sur les prix de certains types de produits (pétrole et produits dérivés, métaux laminés, etc.); la raison en est que les prix de base déterminés par la Fédération de Russie sont alignés sur les cours mondiaux, droits d'exportation compris. Or, en vertu de l'accord sur la fourniture de produits sur la base de la réciprocité et de l'équivalence, aucun droit ne peut être perçu à l'exportation ou à l'importation.

Vendus à de tels prix, le pétrole ukrainien et les produits dérivés ne sont pas rentables.

Les livraisons à la Fédération de Russie sur la base de la réciprocité et de l'équivalence, qui devaient s'effectuer sur quatre mois en 1995, ont commencé en retard et n'ont atteint que 14,3 millions de dollars EU (soit 0,8 pour cent).

Après la décision unilatérale de la Fédération de Russie d'exclure 1 million de tonnes du volume de pétrole qu'elle devait livrer en application de l'annexe 4, le gouvernement ukrainien a informé le gouvernement de la Fédération de Russie que, dans ces conditions, il ne pouvait accepter l'annexe 4. En conséquence, l'élaboration de l'annexe 4 est temporairement suspendue en attendant la réponse de la Russie.

#### 2. Protocole d'application des accords en matière de réexportation et procédure d'octroi de permis de réexportation du 15 avril 1994, dans le cadre des relations bilatérales entre l'Ukraine et la Fédération de Russie

Les dispositions de ce protocole, signé le 8 février 1995 à Kiev, visent à donner une base normative aux relations bilatérales avec la Fédération de Russie en vue de lutter contre le dumping, la réexportation illicite de produits générateurs de devises fortes et de produits sensibles, et d'éviter la perte de débouchés pour ces produits.

Le Ministère ukrainien des relations économiques extérieures a créé un groupe de travail chargé de résoudre les problèmes liés à la réexportation de marchandises. Ce groupe a élaboré, aux fins

d'adoption par résolution du gouvernement, un projet prévoyant une procédure de réexportation et l'octroi de permis de réexportation, qui établit une liste de produits ukrainiens pouvant être réexportés par les agents économiques de la Fédération de Russie sous réserve d'une autorisation écrite délivrée par un organe exécutif agréé de l'Etat ukrainien.

3. Accord de coopération du 7 septembre 1994 concernant le développement du secteur des combustibles et de l'énergie

Les approvisionnements prévus n'ont pas encore commencé, le gouvernement de la Fédération de Russie n'ayant approuvé l'accord que le 28 avril 1995.

En conclusion, il convient de noter que si la situation n'est pas satisfaisante en ce qui concerne la mise en oeuvre des accords susmentionnés, c'est essentiellement en raison des mauvaises conditions dans lesquelles se sont déroulées les négociations avec la Fédération de Russie entre janvier et juin de cette année.

Turkménistan

Accord de 1995 prévoyant la fourniture de gaz naturel à l'Ukraine par le Turkménistan

Cet accord a été signé le 19 janvier 1995 à Kiev par les Présidents de l'Ukraine et du Turkménistan.

L'accord prévoit la fourniture de 11 milliards de mètres cubes de gaz naturel à l'Ukraine en 1995. Soixante pour cent du montant de la facture (dont 215,7 millions de dollars EU au titre du contrat général du 19 février 1995) sont payés en marchandises et le reste en devises fortes.

Malheureusement, la fourniture de produits au Turkménistan en échange du gaz livré ne se déroule pas de manière satisfaisante, et ce pour les raisons suivantes:

- les opérateurs ne sont pas payés dans les délais;
- les entreprises ne sont pas en mesure de payer le gaz consommé;
- il est difficile d'obtenir des crédits.

Pour ces raisons, la fourniture de produits a accusé un retard considérable sur le calendrier et les échéances de paiements, fixés selon un contrat en bonne et due forme, ce qui confirme l'inefficacité du système de gestion centralisé pour la fourniture du gaz, qui, à son tour, se traduit par un système de règlements inefficace.

République d'Ouzbékistan

Accord sur le commerce et la coopération économique en 1995

Conclu le 10 novembre 1994, cet accord prévoit la fourniture mutuelle de produits dans le cadre d'un système de compensation, conformément aux annexes 1 et 2.

IV. MISE EN OEUVRE DES ACCORDS ET AIDE A LA FOURNITURE DE PRODUITS PAR VOIE DE CONTRATS DIRECTS

Les annexes des accords sur le commerce et la coopération économique avec le Bélarus, la Moldova, la Lituanie, la Lettonie, la Géorgie, l'Arménie, le Tadjikistan et le Kirghizistan précisent

quels sont les produits qui peuvent être fournis par voie de contrats directs entre les agents économiques des parties et indiquent les quantités visées.

Ce sont les agents économiques, au moment où ils concluent les contrats directs, qui déterminent quand les produits devront être fournis. Le gouvernement n'assume aucune responsabilité quant au respect des engagements en matière de livraison, fixés par contrat. Il n'existe pas de point centralisant les informations sur l'exécution des contrats directs passés dans le cadre des accords intergouvernementaux. On ne dispose que de renseignements isolés sur certaines expéditions de produits.

Le Ministère ukrainien des statistiques et le Comité des douanes de l'Ukraine ne disposent pas d'informations de cette nature, car l'exécution des contrats ne fait l'objet d'aucune déclaration.

#### République azerbaïdjanaise

##### Accord de 1995 sur le commerce et la coopération économique

Le projet d'accord a été paraphé le 1er mars 1995; l'accord est prêt pour la signature mais celle-ci a été retardée en raison de la non-exécution du mandat de la société "Ukrresursy" au titre du protocole reprenant les résultats des négociations menées par des experts gouvernementaux de l'Ukraine et de l'Azerbaïdjan, signé le 1er mars 1995. En vertu du protocole, la société "Ukrresursy" et le Ministère azerbaïdjanais des approvisionnements devaient régler par compensation en 1993 la dette de la République azerbaïdjanaise envers l'Ukraine, et présenter une attestation de règlement de la dette au plus tard une semaine avant la signature de l'Accord de 1995 sur le commerce et la coopération économique.

#### République du Bélarus

##### Accord sur le commerce et la coopération économique

Cet accord, conclu le 23 décembre 1993, est applicable pendant cinq ans. Il comprend des annexes sur la fourniture mutuelle de produits par voie de contrats directs, reconduits chaque année par un protocole signé par les deux gouvernements.

#### République d'Arménie

##### Accord sur le commerce et la coopération économique en 1995

Conclu le 7 octobre 1994, cet accord prévoit la fourniture de produits par voie de contrats directs. La société "Ukrresursy" et le Ministère des ressources minérales de la République d'Arménie ont été désignés organismes agréés.

#### République de Géorgie

##### Accord sur le commerce et la coopération économique

Conclu le 6 août 1992, cet accord est applicable pendant cinq ans. Il comprend un protocole sur la fourniture mutuelle de produits par voie de contrats directs en 1995, ainsi que les annexes 1 et 2 signées le 9 janvier 1995. La société "Ukrresursy" et le Ministère du commerce et des approvisionnements de la République de Géorgie ont été désignés organismes agréés.

République d'Estonie

Accord sur le commerce et la coopération économique

Cet accord a été conclu le 26 mai 1992 pour une durée indéterminée. L'Estonie n'a pas signé d'annexes prévoyant la fourniture mutuelle de produits.

République du Kazakhstan

Accord sur le commerce et la coopération économique

A l'initiative du Kazakhstan, l'accord et les annexes correspondantes sur la fourniture mutuelle de produits en 1995 n'ont pas été signés, un accord de libre-échange ayant déjà été signé le 17 septembre 1994.

République kirghize

Accord de 1995 sur le commerce et la coopération économique

Cet accord a été signé le 26 mai 1995 à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat de la CEI à Minsk.

L'accord prévoit la fourniture mutuelle de produits par voie de contrats directs. La société "Ukrresursy" et le Ministère kirghize de l'industrie, du commerce et de l'activité commerciale sont les organismes agréés.

République de Lituanie

Accord sur le commerce et la coopération économique

Conclu le 4 août 1992, cet accord est applicable pendant cinq ans. Il comprend des annexes négociées chaque année, qui prévoient la fourniture mutuelle de produits par voie de contrats directs. Le Comité ukrainien des ressources (Derzhkomresursy) et le Ministère lituanien de l'économie ont signé les annexes pour 1995 le 15 novembre 1994.

République de Lettonie

Protocole sur le commerce et la coopération économique

Ce protocole porte prorogation du Protocole sur le commerce et la coopération économique en 1994 et les années suivantes. Les annexes prévoyant la fourniture mutuelle de produits en 1995 par voie de contrats directs ont été signées le 3 décembre 1994 par le Comité ukrainien des ressources (Derzhkomresursy) et le Ministère letton de l'industrie et du commerce.

République de Moldova

Accord sur le commerce et la coopération économique

Conclu le 9 décembre 1994, cet accord est applicable pendant cinq ans. Il comprend des annexes prévoyant la fourniture mutuelle de produits en 1995 par voie de contrats directs. Les gouvernements des deux pays approuvent chaque année les annexes portant sur l'année suivante.

République du Tadjikistan

Accord de 1995 sur le commerce et la coopération économique

Cet accord a été conclu le 2 février 1995. Les annexes 1 et 2 prévoient la fourniture mutuelle de produits par voie de contrats directs. La société "Ukrresursy" et le Comité d'Etat pour les contrats et le commerce ont été désignés organismes agréés.

Conclusions

L'analyse de la mise en oeuvre des accords intergouvernementaux de commerce et de coopération économique avec les pays de la CEI et les Etats baltes fait apparaître pour ces dernières années un décalage entre les quantités de produits prévues dans les accords et les quantités effectivement livrées qui, chaque année, devient plus marqué.

Cette évolution tient principalement au caractère spécifique de la période de transition; d'une part, la situation économique impose à l'Etat de réduire ses commandes et, d'autre part, certains éléments des systèmes centralisés de fourniture et de règlement demeurent alors qu'un nouveau système de relations commerciales est mis en place.

Par ailleurs, le niveau insatisfaisant des livraisons effectuées au cours du premier trimestre de 1995 dans le cadre des accords intergouvernementaux conclus avec les pays de la CEI et les Etats baltes est imputable aux facteurs suivants:

- l'aide de l'Etat aux entreprises exportatrices est insuffisante. Les entreprises productrices ne s'intéressent pas à la fourniture de produits dans le cadre des accords intergouvernementaux et n'en font pas une priorité (société "Ukrresursy");
- il y a les retards dans le paiement anticipé des produits d'exportation;
- la société "Ukrresursy" n'a pas encore cherché à identifier les vendeurs et les acheteurs qui, dans les pays de la CEI et les Etats baltes, pourraient souhaiter conclure des contrats directs pour la fourniture de produits;
- les différents organismes de l'Etat chargés de mettre en oeuvre les accords intergouvernementaux ne coopèrent pas suffisamment et ne coordonnent pas assez leurs activités;
- les pays de la CEI et les Etats baltes ne s'intéressent pas à cette forme d'exportation et ne prennent aucune initiative en la matière, car les ministères, services et organismes concernés ne communiquent pas aux entreprises concernées les listes de produits qui sont importés par voie de contrats directs au titre des accords intergouvernementaux.

Une autre raison est que les secteurs de l'économie, les ministères et les services concernés observent que la société "Ukrresursy" ne veut pas les associer à la répartition des commandes au niveau des entreprises fournisseuses et des entreprises consommatrices pour l'exécution des contrats.

A l'heure actuelle, le principal élément qui peut motiver l'intérêt des entreprises pour l'approvisionnement mutuel est de leur garantir des paiements et des débouchés.

Dans ces conditions, il est donc important que la société "Ukrresursy" et ceux qui interviennent directement s'acquittent de leurs obligations et payent les produits intégralement et dans les délais fixés.



Une autre incitation pour les exportateurs et les importateurs de produits dans le cadre des accords intergouvernementaux serait d'exonérer ces produits de droits d'importation et d'exportation. En effet, des droits d'importation et d'exportation sont perçus pour les transactions commerciales avec l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan et la Moldova, alors que seuls des droits d'importation sont appliqués pour les transactions avec la Géorgie, l'Arménie, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, et que seuls des droits d'exportation sont appliqués pour celles avec le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Bélarus.

En outre, les exportateurs (importateurs) potentiels de l'Ukraine, mais aussi les ministères et services concernés, n'ont pas suffisamment de renseignements à ce sujet, en raison de problèmes d'organisation et de promotion.

Le Ministère des relations économiques extérieures travaille à l'élaboration de "Règles générales régissant le commerce et la coopération économique entre l'Ukraine et les pays de la CEI et les Etats baltes", qui seront portées à la connaissance des ministères, des services et des régions de l'Ukraine dans le but de mieux informer les agents économiques qui travaillent avec l'étranger.

Une attention particulière devrait être accordée au problème du non-paiement du gaz naturel fourni aux consommateurs ukrainiens et à ce que le gouvernement pourrait faire pour les entreprises endettées dans le contexte des questions à l'étude, qui sont très importantes pour la mise en oeuvre des accords intergouvernementaux.